

DE QUELQUES MODES  
DE  
**LA PROPRIÉTÉ**  
**EN BRETAGNE**

---

La Quevaise; le Conventant-Franch  
et le Domaine congéable

PAR A. DU CHATELLIER

CORRESPONDANT DE L'INSTITUT

---

PARIS  
DUMOULIN, LIBRAIRE  
13, QUAI DES AUGUSTINS

---

1861

DE QUELQUES MODES  
DE  
**LA PROPRIÉTÉ**  
**EN BRETAGNE**

---

La Quevaise; le Convent-Franch  
et le Domaine congéable

PAR A. DU CHATELLIER

CORRESPONDANT DE L'INSTITUT

---

PARIS

DUMOULIN, LIBRAIRE

13, QUAI DES AUGUSTINS

---

1861

EXTRAIT DU COMPTE-RENDU

De l'Académie des Sciences Morales et Politiques,

RÉDIGÉ PAR M. CHARLES VERGÉ,

Sous la direction de M. le Secrétaire perpétuel de l'Académie.

DE QUELQUES MODES

DE LA

PROPRIÉTÉ EN BRETAGNE

La Quevaise; le Convent-Franch et le Domaine  
congéable.

Il y a une vingtaine d'années que l'Académie donnant une mission spéciale à deux de ses membres, les chargeait de se rendre en Bretagne pour y étudier l'état du pays, le mouvement de la population et des grandes industries agricole et manufacturière. A ce même moment, quelques écrivains aimés du public, recherchant les traces effacées d'un passé depuis longtemps noyé dans l'oubli, se prétendaient appelés à faire l'histoire des derniers Bretons, et annonçaient avec grand bruit que le mac-adam et l'instruction primaire allaient effacer les derniers traits d'une civilisation originale qu'un isolement prolongé avait protégée jusqu'à là, mais qui ne pouvait, suivant eux, manquer de disparaître en peu de temps devant les idées et les besoins nouveaux qui se faisaient jour de toutes parts.

Je m'empresse de le dire, les deux membres de l'Académie qui avaient été honorés de votre mandat, n'eurent garde de se laisser aller à ces illusions, et tout prouve dans leur remarquable travail, qu'ils ne regardaient pas la disparition



des mœurs et des traditions du pays comme probable; ni prochaine.

Un instant, quelques-uns cependant purent croire à la possibilité de cette transformation, et quelques signes trompeurs purent leur faire penser que la masse finirait par se laisser aller d'elle-même aux innovations du siècle.

Mais en y regardant de plus près, on ne tarde pas à voir que c'est là une sorte de mirage dont il faut se défendre; et quand, vivant au milieu de ces populations, on se remet à étudier leur passé, on s'aperçoit que leurs mœurs et leurs coutumes, battues en brèche depuis bien des siècles, n'ont cédé que lentement et sur quelques points seulement, aux essais de transformation qu'on s'est efforcé de leur faire subir, pour une cause ou pour l'autre, dans des intérêts privés ou d'ordre général. Et c'est ainsi que quand l'honorable académicien que vous entendiez, il y a peu de jours, avec un intérêt si soutenu et si marqué, rendre compte de l'état actuel des industries du tissage et de la filature du coton, viendra en Bretagne étudier la position désespérée des fileuses à la main, auxquelles toutes ses sympathies sont déjà acquises, nous aurons à lui faire remarquer qu'il en est ainsi en Bretagne de tous les usages et de toutes les traditions qui ne se retirent ou ne disparaissent que quand la vie et le mouvement leur ont été complètement enlevés.

Ces faits et beaucoup d'autres m'ont conduit à me demander, comme vos collègues, venus en Bretagne en 1841, se l'étaient demandé eux-mêmes, à quoi il peut tenir que ces populations se montrent à la fois si résistantes à toute innovation, et si peu disposées à accepter les transformations, même les plus favorables.

Que le breton reste tenace et ferme, le normand souple, adroit et intéressé, le provençal fougueux et mobile : il y a, sans doute, plus d'une raison de ces choses, et la nature du sol, celle des productions ainsi que le caractère des races elles-mêmes expliquent une partie de ces contrastes. Que les restes épars des Kymris et des Gaëls, après s'être vus acculés dans la presqu'île armoricaine à la suite de la conquête romaine, y soient donc restés cantonnés jusqu'à ce jour, c'est là sans doute un fait d'une influence incontestable sur la vie et l'histoire des populations qui occupent aujourd'hui ce pays; mais ce fait, non plus que ceux de géologie et de climature, ne sauraient tout expliquer dans la constitution civile et agricole de ces mêmes populations, et il faut aller plus au fond des choses pour comprendre comment il peut se faire qu'en plein *xix<sup>e</sup>* siècle, et surtout en France, il y ait encore une poignée d'hommes, un reste de peuple qui continue à parler la langue que parlaient les Aborigènes des Gaules et de la Celtique quand César et les légions romaines y abordèrent.

Il ne faut pas croire qu'il ait suffi de les acculer ainsi dans une presqu'île, et de les séparer en quelque sorte du reste du continent, pour qu'ils aient persisté à conserver une langue qui ne se parle nulle part ailleurs que dans un coin isolé de la Grande-Bretagne, et à ne point changer des costumes et des usages de vie civile et domestique qu'on ne voit en aucun autre pays. Ce n'est qu'aux plus vieilles légendes, aux chants les plus effacés d'une civilisation éteinte dans le sang et sous le fer de la conquête, qu'on peut redemander quelques similitudes et quelques indications de ces choses. En parcourant les champs que ces hommes tra-

vaillent comme leurs pères les ont travaillés, on retrouve cependant quelques souvenirs encore vivants de la première assiette de ces populations sur le sol qu'ils déchirent ou qu'ils fécondent sans interruption depuis plus de vingt siècles; et c'est encore, à tout prendre, dans les transformations de ce sol, comme dans la persistance des sentiments et des traditions qui en sont sortis si vivaces qu'on retrouve l'histoire de ces hommes qui continuent à vivre de la pensée de leurs pères, du calme et du repos qu'ils ambitionnent toujours, et même un peu de l'isolement qui va si bien à leur caractère comme à leurs aptitudes. La Bretagne, en effet, a cela de tout particulier qu'en trouvant établie dans ses vallées et sur la croupe de ses collines une population complètement éparpillée en une innombrable quantité de hameaux et de petites fermes séparés les uns des autres, elle peut encore, aujourd'hui, être en quelque sorte comprise et refaite presque sans effort pour toutes les époques de son existence.

Voulez-vous la considérer dans ses temps primitifs et au moment où, suivant César, nos pères, tatoués comme les sauvages de la Nouvelle-Zélande ou du groupe Océanique, se montraient aux hommes du Sud et de l'Italie sous les aspects les plus étranges; on peut, en parcourant nos campagnes, reconnaître l'assiette des premiers établissements que ces hommes formèrent dans le pays; on peut même, avec un savant archéologue du Morbihan, le docteur Fouquet, refaire la carte toute celtique de leur occupation par le nombre, l'importance et la classification des monuments druidiques qu'ils ont laissés comme un témoignage indestructible de leur présence. Et ce qu'il y a de fort singulier

sur ce point, c'est que tous les lieux marqués d'une certaine importance par la résistance opposée à la conquête, par l'occupation ultérieure, comme par l'établissement des premières fondations religieuses, sont aussi ceux où l'on rencontre encore de nos jours le plus de monuments druidiques et les plus considérables qui soient restés. Ainsi, aucun autre pays comparable pour ces monuments et ses souvenirs à ceux placés sur les bords du Morbihan et sur les promontoires qui se mirent dans les eaux agitées de cette mer si abondamment distribuée entre les havres et les criques sans nombre, d'où sortirent les redoutables vaisseaux des Vénètes, qui furent au moment d'arrêter et de briser la fortune de César.

Parcourez tout le littoral maritime de la Bretagne, et cette pensée, cette remarque se présenteront à chaque pas à votre esprit. C'est sur le bord de la mer que sont les plus nombreux et les plus grands monuments de l'âge celtique: c'est aussi dans ces mêmes lieux et sur ces mêmes terres que vous trouvez aujourd'hui les plus belles cultures et les habitants les plus riches et les plus industriels. Poussez-vous plus loin en dirigeant vos pas vers la double chaîne de montagnes qui courent de l'est à l'ouest dans toute la longueur de la péninsule: avec l'aridité du sol et la faible importance des cultures, encore réduites aux méthodes d'un premier défrichement, l'écobuage et l'enfouissement des genêts et des bruyères enlevées à la surface, vous ne trouvez non plus qu'un très-petit nombre de monuments celtiques, et même peu ou point de châteaux ou d'abbayes dont les ruines attestent à aucune époque la présence d'une population un peu compacte. Quelques puis-

santes forteresses, qui se placèrent dans le moyen-âge à la tête ou sur la lisière des dernières forêts qui échappèrent à la sape des premiers évangelistes du pays, font de rares exceptions à cet état de choses.

Si, recherchant par la pensée à refaire l'état du pays à une époque un peu plus rapprochée de nous, vous vous arrêtez au <sup>v</sup><sup>e</sup> siècle, au moment où les premiers apôtres du christianisme sortirent de la Grande-Bretagne et de leurs retraites pour évangéliser les peuplades autochtones de la presqu'île, vous trouvez encore, dans les légendes de cet âge, les abondants détails d'une situation très-facile à comprendre comme à refaire.

Les peuplades à catéchiser sont cantonnées près des bords de la mer, mais peu adonnées à la culture des terres; c'est que toute industrie et tout commerce maritime assez important du temps des Vénètes avaient été complètement détruits. Les chefs sont presque toujours trouvés par les évangelistes, retranchés au fond des bois et des plus épaisses forêts, n'ayant d'autres plaisirs que la chasse, d'autres richesses que des troupeaux de bœufs ou des cavales laissées à leur pleine liberté. Ces faits se vérifient à chaque fois que l'on ouvre une tombelle celtique ou une sépulture mérovingienne qui, avec des armes, quelques bijoux ou des bracelets en bronze, ne manquent jamais de donner des bois de cerf ou des défenses de sanglier auxquels sont joints quelquefois, comme nous les avons trouvés nous-même, le squelette et la tête d'un chien aimé dont le chasseur n'a pas voulu se séparer.

En étudiant la légende si féconde des évangelistes bretons et l'histoire archéologique du pays, ces faits s'éclairent l'un

par l'autre; et de même que nous savons par les innombrables monnaies romaines (3 à 4 quintaux au moins), qui ont été trouvées dans le lit de la Vilaine quand on rectifia son cours dans la traverse de Rennes, vers 1840, que jusqu'à l'occupation romaine, le lit de cette rivière ne s'était élevé que de 2 à 3 centimètres, parce qu'aucuns travaux d'endiguement n'avaient été faits jusque-là (1), de même nous savons aussi que jusqu'à cette même époque, le pays entier était resté sans routes et sans voies de communication, et que les seules traces de voies publiques dont les tronçons aient été reconnus dans ces derniers temps, appartiennent sans exception à l'époque gallo-romaine.

D'où l'on peut inférer à coup sûr que ce n'est que depuis cette occupation et depuis la première évangélisation des

(1) La trouvaille inespérée de cet amas considérable de médailles rencontrées à une profondeur de près de trois mètres au-dessous de la dernière couche de limon formant la couche supérieure du lit de la rivière au moment de la découverte, conduisit naturellement à l'étude des couches ainsi superposées à ces médailles; et il fut appris par les objets de divers âges rencontrés dans ces couches, que l'époque celtique indiquée par des feuilles, des glands, des débris de végétaux et des bois de cerf, était restée marquée à deux ou trois centimètres seulement au-dessous des monnaies romaines, tandis que des armes, des éperons, des bijoux de l'époque des Valois ne se rencontrèrent qu'à une hauteur considérable, près de trois mètres au-dessus du dépôt des médailles, ce qui apprend de quels remblais et de quel encombrement le lit du fleuve s'est lui-même chargé au fur et à mesure de la construction des ponts, des quais et des écluses successivement élevés sur son parcours pendant la période du moyen-âge.

habitants, vers le v<sup>e</sup> et le vi<sup>e</sup> siècle, que le pays et ses populations ont commencé à se ressentir du mouvement civilisateur qu'apporte toujours le travail.

Avec un sol couvert de forêts et de bois, une population rare et peu nombreuse que des masses répétées d'habitants passant de la grande à la petite Bretagne vinrent seconder avec leurs chefs et leurs évangelistes dans le mouvement d'émancipation qui détermina l'expulsion définitive des légions romaines, on comprend sans effort, ainsi que la tradition l'établit elle-même, que le besoin le plus pressant et le plus marqué de cet âge fut de créer des ressources alimentaires propres à nourrir une population dont on ne connaît pas le chiffre, mais que plusieurs légendaires disent s'être augmentée tout à coup de 400,000 émigrants, et s'être ainsi probablement doublée dans quelques jours ou quelques années (1).

Aussi, voyez l'esprit de toutes les légendes rappelant la vie des religieux de cet âge : ce sont partout où ils abor-

(1) Ces faits, depuis longtemps hors de doute, viennent d'être confirmés de nouveau par la comparaison récente et mieux faite des exemplaires connus de l'Itinéraire d'Antonin et de la Notice des dignités de l'Empire. Le rapprochement de ces documents nous apprend que la Cornouailles armorique et *Corisopitum*, sa capitale, premier siège au v<sup>e</sup> siècle de l'évêché de cette partie de la Bretagne, aujourd'hui fixé à Kemper-Corentin du nom de son premier évêque, tirent l'un et l'autre leur origine de lieux portant les mêmes noms et affectés, dans le principe, à une légion et à une ville du Northumberland, dont seraient partis, suivant la tradition, quelques-uns des émigrants qui vinrent d'outre-Manche peupler la petite Bretagne (*Bulletin de la Société de Géographie*, année 1860).

dent des dragons et des animaux sauvages à disperser ou à détruire ; ce sont des forêts à saper dont le sol est livré à la culture. Beaucoup reçoivent des domaines sans limites dont les confins ne sont pas autrement désignés que par les montagnes et les rivières qui coupent le pays. Il en est d'autres qui, s'arrêtant au bord de la mer, comme Gildas, Pol ou Guénolé, près des populations qui s'y sont établies pour y vivre à la fois de la pêche et des ressources d'un sol plus fécond, s'y livrent déjà à des dessèchements et à des endiguements qu'on ne peut méconnaître sous la forme un peu voilée de la légende miraculeuse. Quelques-unes de celles-ci fournissent des détails encore plus explicites sur les méthodes de culture, d'ensemencement et de sarclage que pratiquaient dès avant cette époque dans leurs couvents de la Cambrie, les religieux qui passèrent de la grande à la petite Bretagne.

Mais si les besoins furent eux-mêmes si pressants et si étendus que la légende religieuse se remplit de souvenirs et de traditions purement agricoles, on ne saurait élever le moindre doute sur le développement presque subit que prirent à ce moment le travail et la culture des terres, en y rattachant toutes les populations de cet âge.

C'est, suivant nous, et suivant l'opinion acceptée de tous les historiens, le moment où se fixèrent les destinées de la Bretagne, le moment où ses populations restées celtiques, malgré l'occupation prolongée de l'étranger, s'évertuèrent dans des circonstances plus ou moins favorables, à sauver leurs traditions et tous les objets de leur affection d'une ruine qui leur eût semblé d'autant plus déplorable qu'elle eût porté avec elle tous les signes d'une honte et d'une hu-



miliation qui eussent toujours lourdement pesé à leur fierté.

Comment, toutefois, put se perpétuer cette continuation d'un passé éteint partout ailleurs que sur cette vieille terre de l'Armorique : c'est ce que nous allons essayer de dire, et si nous ne nous sommes pas trompé dans les appréciations aussi courtes que possible auxquelles nous allons nous livrer, elles auront l'avantage, en éclairant le passé, de porter une lumière assez vive sur les temps qui ont suivi et permis à ces débris d'une race partout détruite ou altérée, d'arriver jusqu'à nous tout d'une pièce et sans s'être laissée entamer autrement que par circonstance, et sans jamais se courber de leur propre gré sous cette civilisation importée du dehors, sorte de nivellement et de soumission qui leur sembla toujours ne laisser ni aux individus, ni à l'ensemble de la population leur spontanéité et toute l'originalité de leur caractère.

Comment, en un mot, les habitants de la petite Bretagne, après quatre siècles d'alliance avec la France, sont-ils restés formant une nation dans la grande nation, dévoués et soumis plus qu'aucuns autres, mais toujours élevés par le caractère, ayant un premier amour pour le sol natal, une rude et prude fierté, qui font que dans toutes les situations, comme dans toutes les conditions de la société, ces mêmes hommes sont toujours reconnus et remarqués par un trait distinctif, qu'ils s'appellent Du Couëdic ou Latour d'Auvergne, Châteaubriand ou Lamennais, qu'ils soient simples matelots sur les vaisseaux de l'Etat ou simples fusiliers dans les légions qui ont couru de Madrid à Moscou, sans qu'ils aient jamais renoncé au costume qu'ils ont porté, au village non plus qu'à la langue qu'ils ont toujours parlée

et qui reste l'organe perpétuel de leurs plus simples et de leurs plus tendres affections.

Cette invariable attache au sol, à la patrie, à ses souvenirs et à ses douceurs, n'est pas évidemment le résultat fortuit de l'isolement plus ou moins complet d'un dernier débris de la race.

Quand, vers 1833 ou environ, un autre membre de votre Académie, que j'eus l'honneur d'accompagner dans plusieurs de ses excursions, tant en Cornouailles que dans les pays de Léon et de Broërec, recherchant, avec une curiosité plus louable que fructueuse, les traits caractéristiques des races Kymrique et Gaelique qu'il s'efforçait de retrouver, tombait à tout instant dans des méprises assez plaisantes, c'est que les formes et les traits prototypes de ces races se sont plutôt effacés que leurs traditions restées vivantes dans presque tous les usages de la vie, ainsi que le remarquaient si justement MM. Villermé et de Châteauneuf à l'époque de leur savante excursion en Bretagne.

Ces traditions et ces usages, comme on le sait aujourd'hui, sont en partie la transmission non interrompue des traditions et des usages de la race elle-même dans ses temps primitifs. Les chants des bardes et les légendes nouvellement recueillies ne laissent aucun doute à cet égard et renouent la chaîne des temps.

Mais, croyez-le bien, ces usages, ce souvenir, cet amour tendre et religieux du passé eussent eux-mêmes disparu ici, comme en tant d'autres régions, si la conquête et l'immixtion forcée de nouvelles races fussent venues éteindre ces nobles sentiments.

Mais heureusement l'expulsion des légions romaines dans



le v<sup>e</sup> siècle, l'éloignement des Francs dans le vii<sup>e</sup> et le viii<sup>e</sup>, l'expulsion et l'éloignement des Normands dans le ix<sup>e</sup>, quoique mesurés par de plus sanglants désastres, furent et restèrent des faits complets et absolus, qui laissèrent au peuple isolé de la presqu'île son autonomie, sa langue, ses costumes, son passé et son martyrologe. Et toutefois cela n'aurait pas encore suffi, si la constitution du travail et de la propriété agricoles n'était venue en quelque sorte asseoir ces populations dans la pleine puissance de leur liberté et confondre dans leurs vues comme dans leurs intérêts les diverses classes de cette petite société, en reconnaissant aux premiers occupants, propriétaires du fonds, un droit que ceux-ci partagerent avec les nouveaux-venus, alliant par là, comme nous le dirions de nos jours, le travail et le capital pour le plus grand profit de tous.

L'établissement et le régime du *domaine à convenant* furent pour la Bretagne, dans ces circonstances, la loi de son avenir comme la confirmation de ses traditions et de ses mœurs.

L'expulsion des légions romaines et la nécessité d'appliquer de nouvelles forces au défrichement d'un sol resté inculte jusque-là et qui, dans un court délai, devait pourvoir à l'alimentation d'une population presque doublée par une immigration subite, fut donc, au dire de tous les écrivains bretons, presque sans exception, le motif et la cause de l'espèce de contrat dont nous parlons.

Mais les conditions mêmes de ces contrats, il faut s'empresse de le dire, n'ont laissé dans l'histoire écrite de notre pays antérieurement au xiii<sup>e</sup> siècle aucune trace revêtue d'une authenticité qui permette d'en donner les

premières formes ou d'en déterminer les premières dates.

Il y a, suivant nous, plusieurs raisons de cela : d'abord c'est que l'histoire de ces temps ne s'arrêtait pas à de pareils détails, et, d'une autre part, c'est que dans un contrat librement consenti sous l'empire d'une nécessité pressante de défrichement, il n'y avait d'aucun côté nécessité de constater par les formes alors en usage (le serment ou la prise de possession), une autorité ou une domination qui n'avaient rien à stipuler et qui n'existaient de fait ni d'un côté, ni de l'autre. J'ai de tout temps entendu des personnes se préoccuper de savoir si on trouverait enfin l'origine et la date des premiers contrats à domaine usités en Bretagne... Mais les coutumes réformées du xiv<sup>e</sup> et du xv<sup>e</sup> siècle en parlent à peine, non que le fait lui-même ne fût bien connu et beaucoup plus ancien, mais par cela seul que, jusque vers cette époque, les parties, le foncier et le cultivateur, invariablement liés par leurs intérêts communs, la mise en valeur du sol, n'avaient aucune stipulation contraire à exprimer, à peine quelques réserves à faire. Aussi arriva-t-il qu'en 1580, au moment même de la dernière réforme de la coutume, les commissaires chargés de cette réforme ne jugèrent pas à propos de s'occuper d'une rédaction nouvelle des usements à domaine ; et que, pour toute réponse aux cahiers comme aux demandes qui leur furent adressées par des gentilshommes et quelques praticiens, ils se contentèrent d'ordonner que les propriétaires de *convenant et domaines en jouiraient et useraient comme ils avaient fait au temps passé bien et dument*.

Sans donc nous appesantir davantage sur les circonstances qui purent hâter ou favoriser l'établissement de la tenure

à domaine, essayons d'exposer ce qu'est et ce que fut ce genre de fermage ou plutôt d'association entre l'agriculteur et le propriétaire du fonds. Nous dirons après quelle fut son action sur le sol lui-même, et quels avantages en tirèrent les tenanciers et les propriétaires qui acceptèrent ce régime : ce sera une partie de l'histoire des populations dont nous essayons de retracer les mœurs.

Bien des théories se sont fait jour sur le but comme sur l'établissement du domaine congéable.

Les uns ont dit qu'il était primitif et très-ancien, quand les autres le disaient d'origine purement féodale, et tout au plus du *xiv<sup>e</sup>* ou du *xiii<sup>e</sup>* siècle.

Ceux-ci ont prétendu qu'il était surtout favorable aux propriétaires du sol ; les autres, qu'il l'avait été particulièrement aux colons et aux tenanciers.

Pour répondre à tous et poser la question, je citerai les paroles suivantes de Malesherbes, prenant le soin, en 1791, de consigner dans un mémoire spécial l'opinion qu'on devait se faire de ce genre de tenure, et disant qu'elle fut, au temps des migrations de la grande vers la petite Bretagne, *le moyen le plus sage et le plus sûr d'arriver à défricher les terres incultes de cette partie de la France.*

Et en effet, sauf ses nuances et ses modifications, quelle fut cette tenure, quel fut son contrat d'établissement comme de pratique ultérieure ?

Tout simplement un accord entre le propriétaire du fonds et le travailleur qui se chargea de sa mise en valeur. Celui-ci recevant du premier le fonds pour en disposer temporairement à son gré ; l'autre ne se réservant qu'une redevance

annuelle, invariable, et généralement très-peu élevée.

Dessaisi de son fonds, le propriétaire laisse ainsi au tenancier la disposition absolue des superficies qu'il lui a transportées avec faculté d'y faire tout ce qu'il jugera à propos pour son habitation comme pour la culture et la mise en valeur des terres (1), de sorte que le propriétaire n'a plus effectivement que sa redevance, tandis que le cultivateur devient auteur et propriétaire de tout ce qu'il crée à la surface comme clôtures, édifices, et cultures elles-mêmes avec leur ensouchement, si bien qu'il y a dès la mise en pratique des conditions de ce contrat, le propriétaire du fonds et le propriétaire des superficies, le *foncier* et le *superficiaire*, comme on les désigne dans tous les traités du domaine congéable.

Qui ne comprend de suite la portée d'une telle convention, et qui n'aperçoit la justesse des observations de Malesherbes, disant à ceux qui voulaient, dès 1791, faire considérer ce mode de tenure comme entaché de féodalité, qu'aucun n'avait été ni *plus sage* ni *plus favorable* au défrichement des terres incultes du pays.

Et en effet, ce fut, d'un seul trait et d'un seul coup, attacher au sol ceux qui pouvaient seuls le mettre en valeur. Ce fut créer cette forte race de cultivateurs dont la Bretagne fait à juste titre sa plus grande gloire, et qui, soumise et dévouée pendant tant de siècles au principe de l'autorité, n'a jamais cessé d'être citée comme un modèle de fermeté et de loyale fidélité à ses devoirs et à ses croyances.

(1) Cet état de choses n'a été modifié dans les temps modernes qu'après le défrichement et la mise en valeur du sol, quand les *baillées* sont venues régler les droits respectifs des fonciers et des superficiaires.

Nous ne saurons jamais, je le crois, quels furent les termes exprès des premières conventions passées entre les seigneurs, propriétaires du fonds, et les hommes qui se chargèrent de sa culture, si tant est qu'il y ait jamais eu autre chose entre eux que des conditions tacites et de simple réconduction. Mais on peut très-justement penser, à voir le tour uniforme de ces contrats dans les trois ou quatre derniers siècles, les seuls pour lesquels nous possédons des actes écrits :

1° Que les redevances toutes en nature furent très-faibles et plutôt calculées sur l'état primitif du sol que sur sa production après culture ;

2° Que ces redevances restèrent à peu près invariables, malgré les progrès du temps, et que souvent même, il fut de règle qu'elles ne pouvaient être changées ;

3° Que le superficiaire et sa famille, par la possession et le travail, restèrent en quelque sorte attachés au fonds et à la propriété, de manière à n'en être jamais séparés ;

4° Que, par suite de ces usages et de ces faits, ce superficiaire, pendant un temps et de longs siècles, conserva la paisible jouissance du sol qu'il avait ouvert, sans qu'il y eût aucun moyen de l'expulser ou d'augmenter ses charges et la redevance qu'il devait, parce que le propriétaire n'aurait su l'y contraindre sans l'expulser, et que, dans les autres tenanciers du même ordre, il n'aurait su trouver un faux-frère qui vint prendre la place de celui qu'on aurait éloigné. Et qu'on ne pense pas que ce soit une vaine supposition de notre part : de nos jours mêmes nous avons vu l'embarras très-sérieux de quelques propriétaires dans des cantons du Morbihan ou de l'intérieur du Finistère et des Côtes-du-

Nord, reculer devant la difficulté de trouver des tenanciers pour remplacer ceux qui, en possession immémoriale de leurs *superfices*, se refusaient à voir augmenter des redevances devenues par le temps d'une exiguité presque ridicule ; comme nous avons vu d'autres cantons troublés et agités au point de se mettre en révolte ouverte par suite de la consolidation du fonds par voie de congément.

Voilà quel fut pendant longtemps l'état des choses en Bretagne, la population ne présentant en quelque sorte que deux classes, les seigneurs, propriétaires du sol, et les tenanciers, propriétaires des *superfices* ; ceux-ci chargés de la mise en valeur du sol, et disposant à cet effet, moyennant redevance, de tous les avantages que la terre et sa culture pouvaient présenter pour l'habitation comme pour la nourriture des hommes qui l'exploitaient.

Dans cet état primitif et commandé par les circonstances, je n'aperçois nulle part, en effet, du côté du propriétaire foncier, la revendication de son fonds, et les actes exécutoires qui auraient été nécessaires pour l'expulsion des tenanciers et la reprise de sa propriété. Mais il faut de suite remarquer que les premières coutumes écrites n'ont été rédigées en Bretagne que dans le *xiv<sup>e</sup>* siècle, que l'ancienne coutume est du commencement du *xvi<sup>e</sup>* et que la dernière réformée est de la fin de ce même siècle, époque à laquelle le régime du domaine congéable était encore si peu fixé, au moins quant à ses formes légales, qu'il fut impossible d'en arrêter les traits, autrement que par des enquêtes formant une série de déclarations de la part des gentilshommes et des praticiens les plus accrédités, déclarations qui furent classées depuis sous les noms d'uséments de Cornouailles



et de Rohan, les autres n'ayant point été reçues ou légitimées par procès-verbal.

De tout quoi nous croyons pouvoir inférer que, longtemps après la mise en valeur du sol, les conventions relatives à sa culture et à son défrichement furent aussi invariables et aussi sûres pour les droits et les avantages faits au colon que pour ceux attachés au fonds du propriétaire, fait capital et qui se démontre en quelque sorte par la série même des actes et des conventions qui ont caractérisé depuis les traités écrits sur la nature des différentes tenures à domaine.

En étudiant ces *usements*, nous verrons donc sous chacun de ces régimes quelle fut la position des uns et des autres.

Soit d'abord les tenures à *quevaise*.

Dès le *xvi<sup>e</sup>* siècle, on ne trouve déjà plus que quelques commanderies ou abbayes, celle du Rellec dans l'évêché de Cornouailles, et celle de Bégar dans celui de Saint-Brieuc, qui pratiquent ce mode de tenure.

D'après l'art. 6 de l'usage à quevaise, le dernier des enfants mâles du tenancier défunt avait seul droit à la tenure de ses pères, et, à défaut d'enfants mâles, la plus jeune des filles.

Cet héritier entrait en possession de la tenure à l'exclusion des autres frères et sœurs, qui ne pouvaient prétendre à aucune compensation (1). Mais pour cette entrée en jouis-

(1) Une enquête en tourbe devant la cour de Morlaix, faite en 1588 dans l'intérêt des religieux du Rellec, qui se disaient frustrés dans leurs droits par quelques *quevaisiers*, établit, cependant, que les frères, écartés de la possession de la tenure par leur juveigneur, partageaient avec lui les meubles des successions de leurs pères.

sance du dernier né, il fallait que, depuis un an et un jour au moins, il demeurât sur la tenure et ne s'en fût pas éloigné; et dans le cas où le détenteur venait à mourir, sans hoir légitime et de corps, la tenure retournait en entier au seigneur propriétaire du fonds, à l'exclusion de tous les collatéraux, soit paternels, soit maternels, qui n'avaient droit qu'aux viellots et aux engrais (1).

Ni l'héritier légitime de l'ancien détenteur, ni sa descendance directe ne pouvaient donc être exclus de la possession perpétuelle des superficies comprenant l'habitation, les bâtiments de service, les arbres fruitiers et les ensouchements des prairies et des cultures.

De son côté, le tenancier était obligé d'ensemencer et de labourer chaque année le tiers au moins des terres arables de sa tenure, pour assurer la redevance due au seigneur; et il ne pouvait, dans aucun cas, prendre l'exploitation de deux tenures sous peine d'être débouté de l'une et de l'autre, en les voyant faire retour au seigneur sans aucune indemnité.

Du reste, quoique soumis à quelques corvées, comme fanage des foins, charroi des récoltes et des approvisionnements de l'abbaye ou des commanderies, le quevaisier, par cela qu'il ne pouvait être expulsé de son domaine, était considéré, suivant un mémoire fourni par les religieux de Bégar, comme « possédant sa tenure à titre de fief, à foy, « hommage et chambellenage comme les autres vassaux, ce

(1) Des actes de 1521 et 1529 font mention de réversions de ce genre en faveur de l'abbé de Bégar, faute d'héritiers directs et de corps (Archives des Côtes-du-Nord).

« qui lui donnait rang de *vassal lige*, parce que ses corvées n'étaient point personnelles, mais purement territoriales (1). » Aussi, le quevaisier, comme le vassal lige, fournissait-il aveu de sa propriété à son seigneur, en exprimant les droits honorifiques de chambellenage qu'il devait. Toutes les déclarations que nous avons vues en font mention. En conséquence, dans tous les aveux et titres relatifs à ces tenures qu'on trouve encore en très-grand nombre dans les archives des Côtes-du-Nord et du Finistère (2), ces domaines sont-ils toujours désignés comme *convenants non congéables*? d'où venait sans doute l'usage généralement suivi de désigner ces sortes de tenures par le nom même du tenancier, qui était reconnu de tous comme le propriétaire effectif et incommutable du sol et des *superfices* qu'il avait créés ou mis en valeur.

Je ne sache pas qu'il ait été fait, nulle part et en aucune partie du monde, de conditions plus belles et plus solides aux hommes qui se sont appliqués à la culture d'un fonds qui ne leur appartenait pas.

C'était donc d'ici et de là deux associés, deux propriétaires, l'un ayant le fonds, l'autre les *superfices*, mais tous deux dans une position de parfaite indépendance, qui permettait à l'homme des champs le libre mouvement de ses actes et de sa volonté, sauf une faculté, celle de vendre et de disposer de sa propriété, chose qu'il ne pouvait faire qu'avec l'agrément du propriétaire foncier.

(1) Mémoire fourni en 1702 par les religieux de Bégar à l'occasion des *convenants Person* et *Le Bris*, membres de la frairie de St-Carré (Archiv. des Côtes-du-N., dépôt de Bégar).

(2) Abbayes du Rellec et de Bégar, et commanderie du Paraclet.

Mais si le cultivateur breton, chef de famille, au lieu d'être traité comme un asservi soumis à la glèbe, fut ainsi placé au rang des hommes liges, lui et sa famille, tant qu'elle restait attachée à l'exploitation que dirigeait le chef avoué de la tenure, il faut bien reconnaître qu'il dut venir un temps où les membres secondaires de ces familles purent trouver leur position précaire et peu en rapport avec les soins et les travaux qu'ils prodiguaient de père en fils aux cultures et à la tenure du chef de famille pris dans les *juveigneurs* de l'un ou de l'autre sexe.

Cet état consacré par la tradition fut sans doute longtemps très-favorable aux mœurs comme à l'élévation du caractère breton. Peut-être même l'hospitalité si justement réputée de cette partie de la France y a-t-elle puisé ses plus pures inspirations; mais, dans le cours des âges, durent poindre, comme nous venons de le dire, des circonstances qui firent naître chez les membres déshérités de la famille, le désir naturel d'avoir part aux fruits d'un travail toujours poursuivi en commun. L'exploitation en commun était en effet si bien de droit et de fait que toutes les déclarations du superficiaire au seigneur propriétaire du fonds étaient faites au nom de tous les membres de la famille, et cet usage était parfaitement logique, car le seigneur avait ainsi dans sa déclaration, outre le minu de ses terres, l'indication des membres de la famille du tenancier, renseignement nécessaire pour exercer son droit de retrait en cas d'absence d'héritier direct et de corps à la mort du dernier saisi.

Toutefois, un nombre assez considérable de procès et d'enquêtes survenus dans le xiv<sup>e</sup> et le xv<sup>e</sup> siècle sur ces matières nous donnent à penser que tel fut le cours des choses

dans ces temps, que les prétentions plus ou moins ardentes des membres déshérités de la famille quevaisière jetèrent dès lors un trouble assez marqué dans l'exercice de ce mode d'exploitation.

En 1566 surtout, au moment où le pays commençait à s'agiter pour les questions religieuses, ces prétentions devinrent très-pressantes, et l'on voit des quevaisiers de l'évêché de Tréguier prétendre qu'à la mort du tenancier, lors de la prise de possession du juveigneur, l'abbé du Rellec devait aux autres enfants compensation de leur dépossession ; mais l'enquête et les débats qui se prolongèrent jusqu'en 1568 établirent que *les meubles mouvants, les bestiaux, les ustensiles de ménage et les engrais* pouvaient seuls être partagés.

A cette occasion, il fut aussi établi, tant pour les religieux de Bégar que pour la commanderie du Paraclet et l'abbaye du Rellec, que le domaine à quevaise non congéable existait de temps immémorial ; qu'on conservait dans ces abbayes des traces de son existence de plus de six cents ans, c'est-à-dire du x<sup>e</sup> siècle au moins, et que, parmi les biens attribués à la maison de Bégar par les ducs, ses fondateurs, il s'était trouvé plusieurs terres déjà placées sous le régime de la quevaise, de sorte que ce genre de tenure, au lieu d'être spécial à quelques maisons religieuses seulement, aurait été employé et pratiqué dès le temps où l'autonomie bretonne se fondait et tout au moins dans le ix<sup>e</sup> et le x<sup>e</sup> siècle (1).

(1) Mémoire sur pièces daté de 1702, signé le sénéchal et Garnier, avocats au parlement de Rennes (Archives des Côtes-du-Nord).

C'est la trace la plus ancienne que nous ayons trouvée de ce mode de tenure.

Quoi qu'il en soit, si la prétention pour les membres frustrés de la famille d'être indemnisés par les propriétaires du fonds fut constamment repoussée, comme le prouvent plusieurs arrêts jusqu'en 1789, il est un autre point sur lequel les quevaisiers et leurs familles paraissent s'être plus facilement soustraits à l'une des prescriptions de l'usage, celle du délaissement et de la vente des superficies de la tenure par le quevaisier. Ici encore il fallait l'agrément de l'abbé, si bien que le quevaisier ne pouvait quitter de son propre mouvement la terre qu'on ne pouvait non plus lui retirer.

Mais cet agrément du seigneur pouvait s'acheter à la tierce ou à la quarte partie du *vray prix de la vente* (car je rencontre ces deux quotes dans plusieurs actes), et l'on trouve pour le xvi<sup>e</sup> et le xvii<sup>e</sup> siècle aux archives des Côtes-du-Nord comme dans celles du Finistère, de nombreux actes de vente où tous les membres de la famille, même les gendres, les neveux, les cousins interviennent soit pour acquérir ou pour vendre, soit pour présenter le minou d'un nouvel aveu ; ce qui prouve, et les religieux en conviennent eux-mêmes, que les ventes, leur donnant ainsi par composition de très-bons deniers, commencèrent à devenir fréquentes dès le xvi<sup>e</sup> siècle, et que, de l'autre part, beaucoup de quevaisiers tendirent, eux et leurs familles, à sortir de la position que le régime avait pu longtemps leur présenter comme suffisante, mais que des circonstances qu'on comprend facilement leur rendaient désormais insupportable, ainsi que le prouvent quelques actes de brutalité



reprochés aux quevaisiers en instance près des cours de Morlaix, de Vannes et du Helgoët, dont les procédures nous ont passé sous les yeux (1).

Du reste, pour en finir de ce mode de tenure et des établissements religieux qui furent, à ce qu'il paraît, les derniers à le conserver, nous dirons que, dans un mémoire fourni à l'intendant M. de Nointel dans les premières années du XVIII<sup>e</sup> siècle, les religieux de Bégar disaient que leur maison ne possédait que deux sortes de tenure, le *convenant à quevaise* qui payait les *lods et ventes* au quart denier, et les fiefs à titre de purs fiefs chargés de droits de rachat avec les *lods et ventes* au huitième denier (2). Un autre mémoire des religieux du Rellec dans une enquête devant la cour de Morlaix en 1588, établit que depuis 1578, suivant la *permission du roi et des arrêts de la cour*, un certain nombre de quevaises relevant de cette abbaye avaient été converties en titres de *cens* et de *rachapt* (3), de sorte que, d'une part comme de l'autre, du côté du superficiaire comme du foncier, on sentait dès lors le besoin de passer à un nouveau mode de tenure et en quelque sorte à une nouvelle gestion de la propriété.

Si, comme il le paraît bien toutefois, la tenure à quevaise fut dans le principe d'un usage assez général et, certainement, parfaitement approprié au défrichement des terres incultes de la Bretagne, on voit qu'elle ne formait plus, dès le XVI<sup>e</sup> siècle, qu'une assez petite exception au

mode général d'exploitation usité sous la dénomination de *convenant à domaine congéable*, et que c'est dans les conditions pratiques et courantes de cette autre tenure, de même genre que la première, mais mobilisée en quelque sorte par la faculté du congément dont ne jouissait pas la quevaise, qu'il faut chercher les circonstances qui dominèrent jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle et encore un peu de nos jours, la condition d'une partie notable des classes agricoles de la Bretagne.

Le domaine congéable proprement dit, fut, en effet, longtemps le mode de tenure presque exclusivement suivi dans les anciens évêchés de Cornouailles, de Tréguier, de Vannes et de Saint-Brieuc, toujours sans qu'on sache rien de précis sur ses commencements, si ce n'est qu'il dut être appliqué au défrichement des surfaces couvertes de bois et de landes que les populations se trouvèrent dans la nécessité d'entreprendre à partir du V<sup>e</sup> et du VI<sup>e</sup> siècle, sans que cette œuvre soit encore terminée, sans qu'elle ait cessé d'être en cours d'exécution depuis ce temps et pendant tout le moyen-âge.

Si nous prenons en effet l'état actuel des cultures de la Bretagne pour nous faire une idée des efforts et des travaux qui ont été tentés à ce point de vue dans le passé, on trouve que les trois départements où le régime domanial n'a cessé d'être pratiqué, présentent encore une surface de 680,000 hectares à défricher, sur un ensemble de 1,943,000 hectares, formant l'étendue du domaine cultivable, c'est-à-dire plus d'un tiers de celui-ci.

Mais qu'il nous soit d'abord permis d'exposer les conditions du contrat à domaine congéable. Une fois cet instrument décrit, on en comprendra mieux l'usage.

(1) Archives du Finistère.

(2) Archives des Côtes-du-N., titres de Bégar.

(3) Archives du Finistère.

Dans l'usage de Cornouailles, qui comprenait tout l'évêché de ce nom et s'étendait de la pointe du Raz à Pontivy, et au nord jusqu'à la rade de Brest et aux montagnes d'Arès, le domaine congéable était universel, fors en la juridiction de Daoulas, dépendance de la principauté de Léon, si bien que toute terre qui ne pouvait justifier d'un titre contraire, ainsi que nous l'avons dit, était réputée domaine à convenant (art. 29). Le domanier jouissait en conséquence des *superfices* et des édifices de ses tenures, et il pouvait en disposer comme de son héritage, sa veuve pouvant même y prendre son douaire, quand ils étaient vendus à autre qu'un propriétaire foncier, et les retirer par préemption et droit de lignage sans être astreinte aux droits de lods et ventes.

Toutefois, cette propriété des *superfices*, maisons, clôtures, étables et tout ce qui procède du travail dans l'exploitation du sol n'est ainsi élevé au rang de propriété foncière qu'à l'égard des étrangers, tandis que vis-à-vis du propriétaire foncier, ils ne sont pour lui que des meubles sur lesquels il peut agir pour toute revendication de droits et de rentes dont il se trouve en possession comme propriétaire foncier.

De là son droit imprescriptible de se ressaisir des *superfices* de toute nature créés ou existants sur le fonds en congédiant le domanier, à des termes convenus ou réglés, moyennant expertise de ces édifices et remboursement intégral de leur valeur; c'est ce qu'on appelle *congément*, fait capital qui laisse la faculté au propriétaire foncier de se ressaisir de l'ensemble de la propriété, moyennant remboursement au domanier de toutes les valeurs superficielles

qui lui appartiennent, ainsi que des améliorations que le tenancier a pu réaliser pendant sa possession, soit par l'entretien et la mise en valeur des édifices et des clôtures, soit par des défrichements, des établissements de prairies, des amendements du sol et même des plantations, car tous les fruitiers dont il a peuplé la propriété (art. 25) sont expertisés dans le congément, ainsi que les bois courant sur les talus (art. 7), les landes et les genêts sur les terres incultes quand ils ont plus d'un an (art. 28), et enfin les engrais, les amendements et les fumiers, qui ont été mis en terre, ou sont encore disponibles dans les étables et dans les cours, ainsi que les pailles et les foin provenant des récoltes (art. 26-27).

Du reste, si le propriétaire foncier pouvait autrefois disposer de sa tenure et la ressaisir à toute occasion par expertise et congément pour y aller demeurer lui-même, cela ne peut plus avoir lieu aujourd'hui avec l'usage des baux qui réglementent la matière et suspendent le droit de congément pour toute leur durée; de sorte que le foncier et le superficiaire, au lieu d'être placés dans la position commune de propriétaire à fermier, se trouvent bien plus exactement placés dans la condition très-indépendante de deux associés, dont l'un donne le fonds, et l'autre son travail, son industrie, ses capitaux, avec la faculté d'élever sur le sol une propriété bâtie, que la loi commune régit comme le fonds lui-même, sauf quand le propriétaire de celui-ci n'est pas payé de son dû et que les *superfices*, propriété de l'associé, perdent leur caractère d'immeubles pour devenir meubles à l'égard du foncier, qui, par privilège, a son revenu hypothéqué sur cette valeur même.

Considéré dans les termes parfaitement définis de ce contrat, le domaine congéable de l'évêché de Cornouailles fut donc comme la *quevaise*, dont nous avons parlé, une convention dont le but, la mise en valeur du sol, est trop bien indiqué pour qu'on élève le moindre doute sur la parfaite liberté des contractants et sur le caractère également indépendant des stipulations formant le contrat lui-même, de sorte que le tenancier ne fut longtemps autrement appelé que *colon à convenant franch*, ce qui écarte toute idée de pression ou d'origine féodale.

Mais on l'aura sans doute remarqué : entre la *quevaise* et le domaine à *convenant franch* il y avait deux bien notables différences ; la première, c'est que le tenancier de la *quevaise* était propriétaire incommutable des superficies et ne pouvait être congédié de sa tenure, tandis que le domanier ordinaire peut l'être.

Et en second lieu, que le dernier né du *quevaisier* pouvait seul succéder au tenancier défunt, tandis que, dans le domaine à *convenant franch*, tous les enfants du tenancier ont un égal titre à sa succession et peuvent en disposer comme de leur chose, chacun suivant ses droits ; mais sans que la rente due au foncier puisse cependant être changée ; et sans que celui-ci soit obligé de discuter les droits des uns et des autres dans le cas où, pour recouvrer sa rente ou son dû, il aurait une action à exercer sur les *superfices* toujours considérés à son égard comme meubles saisissables.

Voilà quel fut le fond du régime domanial dans son état primitif ; et le contrat fut lui-même, comme nous l'avons dit, si simple, si parfaitement défini dans son but comme

dans ses moyens, qu'il put se passer longtemps d'une coutume écrite, et que c'est à peine, malgré son universalité, ainsi que le dit la coutume de 1580, si, à cette époque, on sentit le besoin de le condenser en formules pour tous les usements qui étaient suivis dans les quatre évêchés extrêmes de la Bretagne (1). Aussi l'article 30, de l'usement de Cornouailles, dit-il : « Qu'au dit comté les seigneurs ne sont accoutumés à bailler quittances à leurs domaniers, parce qu'en chacune de leurs tenures ils sont habitués d'établir un de leurs hommes pour toucher et faire la cueillette des autres, et que les seigneurs, qui n'établissent receveurs, tiennent rôles et rentiers de leurs recettes qu'ils sont tenus d'apparoir s'ils en sont requis (2). »

Dans tous les détails, comme on le voit, c'est l'administration la plus primitive et la plus patriarchale ; et il y a tout lieu de penser que fort longtemps et jusqu'à l'époque

(1) Des usements, qui sont au nombre de quatre, deux seulement, ceux de Cornouailles et de Rohan ont une loi écrite constituant le droit légal ; les deux autres ne s'appuient encore de nos jours que sur la tradition et quelques commentaires de juristes plus ou moins autorisés.

(2) Cette manière de procéder était d'ailleurs si parfaitement acceptée, que nous la trouvons encore pratiquée dans quelques seigneuries jusqu'à la fin du xvii<sup>e</sup> siècle. — Un tenancier ou plusieurs étaient chargés de la cueillette et solidairement responsables de la rentrée des deniers dus par la généralité des vassaux. Mais à cette époque il n'était pas rare de voir le recouvrement des rentes en arrière de trois et quatre années, quoique les sergents féodés sommassent par cédulas les tenanciers collecteurs d'exécuter leurs obligations.



où les usements furent eux-mêmes écrits, il n'y eut guère d'actes passés, si même il y en eut, pour fixer les rapports du seigneur foncier à son domanier, d'où l'extrême rareté des actes traitant de cette nature de propriétés, leur absence de toutes les preuves écrites de nos histoires, et le très-petit nombre de spécimens qu'on en retrouve dans nos archives publiques ou privées.

On ne connaît, en effet, dans les départements bretons, qu'un très-petit nombre de ces actes antérieurs au xvi<sup>e</sup> siècle, et que disent-ils : tout simplement que le seigneur foncier *délaissait à son homme et aux siens* A JAMAIS, *l'estage o toutes ses appartenances universelles, terres gaignables, pretz frostz et toutes autres terres et largesses*, que ledit seigneur possédait en tel endroit, moyennant *taille de vingt, de dix ou de quinze sols*, suivant l'importance de la tenure (1).

(1) Voici un de ces actes très-rares comme nous le disons, et le plus ancien que l'archiviste du Finistère, à l'obligeance duquel nous le devons, ait pu trouver : — Cet acte a d'ailleurs ceci de très-notable qu'en exprimant que la rente de *Kaeralanoët*, au mois de juin 1380, était tombée au-dessous de la moitié de sa valeur, le tenancier Guillaume Lepape aurait cependant le choix de délaissier ladite tenure en se remboursant, au dire de maçon et de charpentier, de ses dépenses, ou de la conserver au même taux s'il voulait y rester.

« Comme autrefois monseigneur deffunct singnour de Pont labbé  
« jadis eust baillé a Guillaume Lepape et es siens a jamais lestage  
« en baelenguen, en la ville et le terrouer de Kaeralanouet en la  
« parroesse de Ploeneour o toutes ses appartenances unniuerselles  
« terres gaignables et non gaignables prestz frostz et toutes autres  
« largesses o toutes les autres terres demenes que ledit singnour

D'ailleurs, ne pensez pas que ces stipulations fussent formulées par des actes spéciaux entre le seigneur et son homme; il n'y en avait point, il ne pouvait pas y en avoir; et si le seigneur entendait favoriser un de ses hommes en lui donnant une tenure quelconque à travailler moyennant une légère redevance, c'était tout simplement en la lui délaissant, à moins que portant assez d'intérêt à celui de ses hommes qu'il voulait ainsi favoriser et n'ayant pas lui-même de terre à lui donner, il parvenait à lui en procurer

« avoit en icelle ville entiamant pour vingt soulz de taille cha-  
« cun an quelle somme disoit ledit Guillaume avoir esté atourné  
« par ledit singnour a sa chapelle et chapalens dedanz son chasteau  
« à Pont labbé et d'ampuis monsieur Herné de Trevalloet singnour  
« en present a Pont labbé avoit dit et disoit qu'il y avoit grosse  
« decevance et préjudice en ladicte baillée plus de la moyté plus  
« des dous partz a présent a suffire par quoy disoit que ladicte  
« baillée navaît point de leu /, sur quoy fut acordé aujourduy den-  
« treulx jure et juge a tenir de leur ensentamant enxin que ledit  
« Guillaume pour luy et les siens s'en est delessé de ladicte baillée  
« terres estages unniuerselles entiamant u poinct et en la manière  
« comme dit est / o toutes leurs appartanances unniuerselles pour  
« luy et les siens a jamais. Sauff toutevoix que ledit Guillaume  
« doit avoir et aura toutz ses stuz angraes et edifice que il a fait et  
« tient en present en ladicte ville et terres au dit et a l'égard de  
« maçon et de charpanter / primer et avant que il soit desmis ne  
« desaisi de ladicte baillée / et en tele condicion que si ledit Guil-  
« laume et les siens veulent demorer a taille u dit leu et terres  
« que ils pourront demorer a taillis du dit singnour et des siens a  
« la coustume de ces autres taillis u pays /, selonc l'ancienne taille /  
« fait devant le lieutenant du senechal et du bailliff de Cornouaille  
« à cause du rachat du dit singnour deffunct le xviii<sup>e</sup> jour de juingn  
« lan mil m<sup>cc</sup> m<sup>lxx</sup> et honyot.

« Passe par Eon le rabmeur. »

en dehors de sa seigneurie, fait rare et exceptionnel, que nous avons cependant rencontré et qui conduisait alors le seigneur à contracter pour son homme, celui-ci en Bretagne, jusqu'au <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle, n'ayant point encore qualité reconnue pour le faire lui-même.

Aussi tous ces détails ne nous sont-ils parvenus que parce qu'à la mort des seigneurs propriétaires des fonds engagés, leurs successeurs, par les officiers de leurs juridictions, étaient obligés à des déclarations en règle de toutes les propriétés du seigneur défunt, pour la perception du droit de rachat qui était revendiqué par le seigneur supérieur, le roi ou autre.

Ces actes ne stipulent donc que bien peu de choses comme on le voit; ils indiquent tout au plus le genre de tenure, mais sans exprimer aucune de ses conditions d'existence et de pratique. C'est toujours que la tradition y suffisait, et qu'il n'y eut des actes spéciaux et explicites que quand les usements furent écrits.

Voici cependant comment et dans quelles circonstances le régime fonctionnait lui-même.

Le duc, un puissant seigneur, quelque maison religieuse, éprouvaient-ils le besoin de mettre en culture de vastes espaces restés en friche jusque-là, c'était par des actes solennels d'inféodation, passés devant les cours judiciaires de ces seigneurs, au pied de l'autel ou sur les saints Évangiles. Ces actes, comme ceux des grandes seigneuries de Guingamp et de Lamballe ou des abbayes de Beauport, dans l'évêché de Saint-Brieuc, des Jacobins et de Sainte-Croix, dans l'évêché de Cornouailles, que nous avons pu consulter, portent tout simplement que ce sont des landes

ou des bois donnés à *Convenant*, à la condition de *les clore*, de *les fossoyer*, de *les marer et brûler*, avec permission aux preneurs d'y *construire des maisons, douets, fontaines rotouers, talus*, etc.

Tous ces actes, sous forme de concession (l'abbé ou le prieur un tel déclarent laisser, etc., etc.), portent des redevances généralement très-faibles et quelquefois proportionnelles à l'état plus ou moins avancé des défrichements. Dans les seigneuries de Lamballe et de Guingamp, la redevance était le plus ordinairement invariable et fixée jusqu'à la fin du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle à 4 livre le journal (48 ares). Les religieux, dont il nous a été donné de consulter les terriers et les archives, arrentaient pour les trois premières années à 10 sols par journal, et pour les années subséquentes à 2 boisseaux de seigle, c'est-à-dire à un produit à peu près égal à la semence du journal lui-même, ce qui laissait, comme on le voit, une grande latitude au tenancier pour ses travaux de défrichement et d'amélioration. Beaucoup de nos rentes domaniales, encore existantes sur anciens titres, sont restées invariablement fixées à ce taux. Aussi les familles de cultivateurs, en possession de ces tenures, se perpétuaient-elles de père en fils sur la même propriété, et ne la quittaient que bien rarement, de sorte qu'on ne trouve, dans nos archives comme dans nos familles, qu'un très-petit nombre de procès-verbaux d'expertise accusant des changements opérés avant le <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle autrement que pour quelques rares consolidations par des propriétaires de fiefs, jaloux d'étendre cette espèce d'apanage féodal, quand ce régime, de beaucoup postérieur au domaine, fut en plein exercice.

Du reste, à ce sujet, s'il a toujours été de principe, en Bretagne, que nulle terre n'était sans seigneur, comme aussi que tout fief avait sa juridiction, fait à peu près exceptionnel au reste de la France, on doit facilement comprendre comment, suivant l'indication même de César, dans ses *Commentaires* (*principes regionum atque pagorum inter suos jus dicebant controversiasque minuebant*), comment il advint que le domanier, en devenant le redevancier de son seigneur, fut aussi et toujours son justiciable; au contraire du fermier qui, pour ses terres, pouvait relever d'un seigneur autre que son propriétaire, et c'est à cela, sans doute, qu'il tient qu'encore de nos jours le domanier d'une tenure qui n'a point été remaniée pour être mise dans le commerce par des baillées nouvelles, a presque toujours à solder, outre sa rente en blé, une petite redevance en argent, de quelques sous ou d'un ou deux écus, qu'il continue à appeler *an henor*, l'hommage, signe de son indissoluble attache au foncier.

Et, en effet, le lien entre les deux associés était intime, et si le superficiaire, dans l'indépendance de son travail, devait le respect *an henor* à son seigneur, celui-ci lui devait l'appui de sa juridiction. De son côté, le domanier devait suivre le moulin de son seigneur, et même sous le titre de corvées, lui prêter aide et secours pour le transport de ses provisions, la coupe de ses foins et le battage de ses récoltes, toutes choses qui prouvent que l'un et l'autre demeuraient aux champs, étaient voisins, se touchaient et vivaient comme en famille de la même vie et de la même pensée.

Répétons-le donc, un tel contrat n'était évidemment

qu'un acte de société, et le cultivateur dut en tirer un grand parti pour son aisance comme pour son indépendance de caractère et l'élévation de ses sentiments.

Mais l'institution elle-même ne pouvait manquer de s'altérer dans le rapport prolongé de deux classes d'hommes, l'une toujours armée de la lance, quand l'autre ne maniait que la houe et la charrue. C'est ce qui arriva dès l'avènement de la féodalité, et c'est à l'influence de ce régime comme au cours prolongé des guerres interminables du moyen-âge qu'il faut attribuer une partie assez notable des institutions convenancières qui firent pencher d'assez bonne heure un des plateaux de la balance du côté du seigneur foncier, en lui attribuant certaines immunités ou privilèges qui ont conduit, très à tort sans doute, mais avec quelque apparence de vérité, à dire que le domaine congéable était d'origine féodale, c'est-à-dire imposé par le fort au faible; ainsi, l'obligation au domanier, outre les corvées imposées, de suivre le moulin et le four de son seigneur, de lui payer des droits de champart et de terrage en cas d'écobue, des chefs-rentes quelquefois; et, en se rapprochant de l'âge où nous vivons, l'usage de renouveler tous les neuf ans des *baillées à assurance* et de fournir des déclarations de toutes les terres et de toutes les cultures de la tenure à domaine, avec *droit de bail*, ou deniers de commission, sorte de pot de vin payé au foncier au renouvellement de ces actes.

Mais comme les plus anciennes baillées à assurance ne font pas mention de la plupart de ces obligations nouvelles, et que fort longtemps, comme nous l'apprennent les usages de Cornouailles et de Rohan, les tenanciers eux-

mêmes n'étaient tenus à s'assurer de la continuation de leur jouissance que par des insinuations décennales sur les rôles des prévôts et des sergents chargés de la cueillette des seigneurs fonciers, fait remontant à 1539 seulement, nous sommes autorisé à regarder comme certain que ces nouvelles charges ne furent pour la plupart que des exigences résultant de la position plus ou moins obérée des fonciers, et le plus souvent du génie inventif et tracassier des *passes* et des tabellions qui commençaient à s'entre-mettre entre le foncier et le superficiaire.

Mais pour bien comprendre l'action et tout le jeu du domaine à convenant, à partir du x<sup>e</sup> ou du ix<sup>e</sup> siècle comme l'établissent les religieux du Rellec, dans une enquête du xv<sup>e</sup>, il est nécessaire de nous arrêter encore à quelques traits des différents usements pratiqués.

Tout d'abord il est impossible de ne pas voir dans la loi pratique et raisonnée de ce régime un des modes d'exploitation le plus heureusement appliqué au défrichement des terres dans un temps très-reculé ; il est impossible aussi de ne pas y apercevoir les deux seules classes de la société alors existantes, les hommes de guerre et les travailleurs agricoles s'entendant amiablement sur les meilleures conditions de travail et d'exploitation qui pouvaient se présenter en ces temps.

Les plus anciens domaniers que nous trouvons, les *quevaisiers* deviennent en effet propriétaires incommutables et à perpétuité des *superfices* du sol auquel ils appliquent le travail de leurs bras, de juveigneur à juveigneur (c'est-à-dire dans les meilleures conditions de travail pour le seigneur foncier), sans qu'ils puissent jamais être expulsés du

domaine qu'ils ont fécondé à la seule charge d'une redevance.

Dans une modification du régime et sur les vastes possessions des Rohan, d'abord appelées *prou tré coat* (pagus trans sylvam), on trouve quelques notables changements qui furent, sans doute, le résultat d'un compromis quelconque entre les tenanciers et les Rohan, quand ils vinrent à posséder, vers le xii<sup>e</sup> siècle, les terres autrefois appelées *prou tré coat*, au-delà des bois. Dans cet usement le juveigneur a encore droit à la conservation exclusive du domaine paternel ; mais on trouve déjà que les frères peuvent aller former des établissements ailleurs en emportant leur part des meubles, des bestiaux, des instruments aratoires, des fumiers même. C'est une liberté et une latitude nouvelles accordées à la famille du tenancier. D'ailleurs, dans cet usement comme dans celui de la *Quevaise*, l'esprit de la famille et le concours de ses membres au travail commun de la tenurè pour n'être pas obligatoires, comme dans la *Quevaise*, restent au moins facultatifs et traditionnels, et il est dit que le juveigneur, saisi du domaine paternel, doit l'abri et le feu à ses frères, la nourriture, l'éducation même ; à moins que, par une issue déjà indiquée et qui commence à s'élargir, ces frères et ces enfants ne se soient engagés dans la domesticité ou ne se soient tournés vers les arts professionnels. Cependant, une fois mariés, le juveigneur n'est plus tenu à les garder, et il lui est permis de les expulser (1).

Mais où la similitude des droits entre le quevaisier et le domanier de la vicomté de Rohan cesse complètement

(1) Usement de Rohan



pour se rapprocher de l'usage de Cornouailles, c'est que le domanier de Rohan, comme celui de Cornouailles, peut être congédié de sa tenure suivant certaines prescriptions, plus rigoureuses que celles de l'usage de Cornouailles, puisque cette expulsion, en vertu de l'article 8, peut se faire *lors et toutes fois que bon le semble au seigneur fournier moyennant remboursement des édifices, superficies et droits convenanciers*; à moins, suivant l'article 10, que le tenancier n'ait baillé deniers lors de son entrée en la tenure, auquel cas il ne peut être mis dehors avant six ans, à moins de lui rembourser ses deniers.

D'ailleurs, comme dans l'usage de Cornouailles, le tenancier peut vendre ses superficies et en disposer sauf le cas où, privé d'enfants, héritiers directs, il se trouve sous le coup d'une déshérence qui est acquise au foncier comme dans la *quevaise*, dès qu'il n'y a plus que des collatéraux.

Les corvées, la cueillette des redevances, l'obligation de suivre la justice du seigneur foncier, le règlement des améliorations et des cultures, s'établissaient comme dans l'usage de Cornouailles, sauf un point important et qui dénote le peu d'intérêt longtemps accordé aux progrès de l'agriculture dans cette partie de la Bretagne : c'est qu'en cas de congément le congédié pouvait disposer à son gré des pailles et des fumiers amoncelés dans les cours et qu'il n'est encore payé aujourd'hui que des trois quarts de la valeur des engrais trouvés au moment du congément : dans les usages de Cornouailles et de Tréguier, au contraire, la valeur totale des engrais reconnus sur place est appréciée et prise lors du congément.

A peu près en même temps ou un peu plus tard, à Tré-

guier, comme à Goëlo et en Cornouailles, nous trouvons au moment de la plus grande puissance du pouvoir féodal, vers le <sup>xiv</sup><sup>e</sup> siècle, le seigneur foncier en possession du droit d'expulser le superficiaire, son domanier, quand il lui plaisait, moyennant expertise, et quelquefois seulement pour le cas où il voulait aller habiter son domaine et l'exploiter (1).

Ce régime toutefois, où la puissance du seigneur foncier est très-marquée, s'altère lui-même et s'efface quand l'homme des champs, le tenancier agriculteur entrevoit et trouve déjà le moyen de s'occuper ailleurs en changeant de fief dès que sa liberté lui a été rendue. Alors viennent ces contrats nouveaux introduits plus ou moins tard dans les différents usages de la Bretagne; et qui, connus comme nous l'avons dit, sous le nom de *baillées à assurance*, confirment le domanier dans la possession de ses *superfices* et l'exploitation de sa tenure pour un temps plus ou moins long, ordinairement neuf ans.

(1) Une foule d'actes du <sup>xv</sup><sup>e</sup> et du <sup>xvii</sup><sup>e</sup> siècle que nous avons vus dans les archives des Côtes-du-Nord, et qui appartenaient au comté du Goëlo et à l'évêché de Tréguier portent : que le seigneur peut congédier son homme domanier quand il lui plaît et à sa volonté, en le remboursant de la valeur et mérite de ses droits à dire de priseurs.

Toutefois il fut longtemps admis dans ce même usage que le domanier n'était point de droit astreint aux corvées, et qu'il fallait qu'elles fussent exprimées et définies, pour que le tenancier y fût soumis. Plus tard, l'usage d'en exiger trois au lieu de neuf que devaient les tenanciers de Cornouailles et de Broërec (ancien évêché de Vannes), semble avoir prévalu, suivant ce qu'en dit Hévin dans sa 104<sup>e</sup> consultation.

C'est le moment où, assimilé, sous certains rapports, aux terres mises en fermes, pures et simples, le domaine congéable, en gardant ses caractères primitifs, vint à être placé dans des conditions à peu près pareilles à celles de toutes les terres des autres provinces de la France. Ce fut, d'une part, une sorte de mobilisation de la tenure à domaine, et de l'autre, la persistance d'un contrat d'association temporaire entre les deux propriétaires, l'un du fonds, l'autre des *superfices*.

Mais si toutes les cultures et les amendements restèrent à la charge de celui-ci, le propriétaire du fonds, par la faculté nouvelle des baillées, se saisit du droit de garder ou de changer son domanier, moyennant congément sur expertise, d'augmenter les redevances et la rente ou de les conserver intactes. C'est l'état actuel des choses.

Un tel régime, toutefois, appliqué depuis des siècles à la propriété foncière, ne pouvait rester, sans une action directe et marquée sur les populations et le pays qui l'adoptèrent.

Le résultat le plus certain et le mieux constaté de l'application de ce régime fut donc, comme nous l'avons dit, la mise en valeur des vastes terrains d'un pays jusque-là restés en friche. Mais ce régime eut encore et surtout pour résultat, tout en assurant une aisance relativement assez grande aux populations qui le suivirent, de leur conserver une fierté de caractère, avec une indépendance et une pureté de mœurs qui ont toujours été le trait principal de leur physionomie.

On peut, je crois, sans crainte de se tromper, attribuer à ce régime deux autres faits notables et également très-

caractéristiques, c'est que dans la Bretagne plus que dans aucun autre pays, le cultivateur attaché à sa tenure, comme propriétaire superficiaire, n'a jamais consenti à s'en éloigner; de sorte, qu'au lieu d'aller se grouper, comme dans le reste de la France, au pied du clocher de sa paroisse ou à l'ombre de quelque grosse tour féodale, il n'a voulu quitter ni son champ, ni sa cabane, restant ainsi disséminé sur les surfaces qu'il attaquait. Aussi, aujourd'hui encore peut-on courir plusieurs jours dans les campagnes bretonnes sans trouver plus de deux à trois maisons groupées; et rencontrer des chefs-lieux de commune n'ayant d'autres habitations que le presbytère, l'école publique et un ou deux cabarets: ce qui n'empêche pas qu'avec près d'un tiers de leurs terres encore incultes, les départements bretons ne soient des plus peuplés de la France (1).

Le second, c'est que par suite de cette condition et de cette indépendance, le paysan breton étant à la fois le plus attaché à son sol et à ses traditions, est aussi le plus difficile à en éloigner, le plus résistant à toutes les innovations que la science et les âges prodiguent avec le mouvement accéléré de la civilisation. D'où la physionomie toute locale et toute spéciale du pays qu'il habite, et qui présente à l'œil et au paysagiste tant de sites, tant d'aspects riants et pittoresques sans art, où l'homme et la nature qu'il a décorée pour se faire des abris, offrent, presque à chaque pas, le charme si

(1) J'ai ainsi calculé que dans l'état actuel de l'agriculture en Bretagne, et sans compter sur des améliorations à peu près certaines, le Finistère, par exemple, pourrait nourrir 1,100,000 habitants, au lieu de 600,000 qu'il compte aujourd'hui, par le seul fait de la mise en culture de tout son sol arable.

rare ailleurs d'une population primitive ayant encore toute l'originalité de ses costumes variés et voyants.

Mais on le conçoit, cette ferme attache à la terre et au passé, ne peut être un obstacle invincible au courant naturel des faits et des choses que la politique générale du monde précipite en quelque sorte à chaque siècle sur ces vieilles bandes enracinées dans le sol, comme les monuments et les superstitieuses traditions qui ont encore leurs sympathies ; et la féodalité et le régime monarchique ne vinrent pas tour à tour s'implanter dans le pays, sans que leurs hommes d'armes et les agents de la couronne de France, après l'annexion, n'aient successivement changé et altéré l'existence des populations dont nous parlons.

Un fait capital et facile à démontrer, en effet, quand on arrive à ces temps, c'est qu'à partir de l'annexion à la fin du <sup>xv</sup><sup>e</sup> siècle et des troubles religieux du siècle suivant, la condition des domaniers et les relations des deux classes associées par le contrat à domaine changèrent profondément.

De ce moment, toutes les circonstances qui avaient retenu jusque-là les seigneurs-propriétaires fonciers dans leurs terres, se trouvèrent complètement modifiées. L'importance et l'autorité militaire de ces seigneurs furent amoindries, presque annihilées par la création des armées permanentes ; l'administration civile du pays leur fut également enlevée, lentement et à petit bruit, mais résolument, par la création des juridictions royales, la suppression d'une foule de juridictions privées et la substitution des intendants et de leurs subdélégués à tous les officiers civils et judiciaires des seigneuries locales qui se trouvèrent ainsi mises en une sorte d'interdit. Les longs troubles de la Ligue achevèrent

cette transformation, et partout ce ne furent que châteaux brûlés, pillés ou forcés ; si bien que leurs possesseurs et leurs familles n'eurent longtemps d'autres refuges que les villes. J'ai vu les papiers de plusieurs de ces familles qui constataient que quelques-unes d'elles, dont les chefs et les membres avaient reçu des commandements, ou tenaient garnison dans quelques châteaux, étaient ainsi restés 10, 12 et 15 ans sans revoir leurs terres et leurs manoirs dès lors complètement abandonnés.

Et qu'on ne pense pas que cet état de choses n'atteignit que quelques grandes familles ; il fut général et presque sans exception : si bien qu'en visitant les lieux et les maisons autrefois occupés par ces familles, on trouve dans une foule de paroisses bretonnes jusqu'à 10, 12 et 20 de ces maisons, qui, ruinées alors, n'ont plus été habitées depuis l'époque dont nous parlons.

On conçoit de suite dans quelle position nouvelle se trouvèrent ainsi, les uns à l'égard des autres, les tenanciers qui étaient restés sur place et n'avaient pu quitter leurs cultures, et les seigneurs fonciers qui n'étaient plus là pour toucher leurs redevances en nature, avec l'appoint des corvées et des services de toute espèce qui les avaient unis et rapprochés si longtemps.

Les démolitions de châteaux et de forteresses si résolument poursuivies en Bretagne sous les règnes d'Henri IV et de Louis XIII, ainsi que l'établissement des grandes administrations du règne suivant, achevèrent donc de séparer pour toujours les deux contractants du domaine congéable, et il arriva notamment que toutes les terres, toutes les réserves et les manoirs autrefois occupés par la classe

nombreuse des petits gentilshommes, qui demeuraient à la campagne, étant en ce moment en plein rapport, furent loués à titre de simples fermes et non à titre de domaine, comme nous en trouvons la preuve de toutes parts, si bien que la totalité des terres en culture, à partir de ce moment, au lieu d'être exclusivement placées sous le régime du domaine à convenant, se partagèrent entre ce mode d'exploitation et celui de la simple ferme.

Un siècle ou deux se passèrent dans cet état, et on peut retrouver dans les aveux de la fin du dernier siècle, relatifs à quelques grandes terres du pays, les noms des tenanciers qui se sont succédé dans les tenures de ces seigneuries pendant près de trois siècles, c'est-à-dire à partir du moment où les propriétaires fonciers s'éloignèrent pour ne plus revenir ni à leurs hommes, ni à leurs terres, autrement que par leurs notaires et leurs receveurs.

Mais une perturbation bien autrement profonde devait être portée de notre temps à la constitution du domaine congéable; et la Révolution, après l'avoir mis en 1791 en suspicion comme bien d'origine féodale, ne tarda pas, sur le rapport de quelques représentants intéressés à l'infirmité des droits du foncier, à faire promulguer la loi du 27 août 1792, qui, considérant la rente domaniale comme une rente purement foncière (quand elle était le véritable prix, quoique faible, de la location de la terre), autorisa son remboursement en prononçant la suppression du domaine et de son régime lui-même; de sorte que le colon se trouva ainsi engagé et autorisé à s'emparer du fonds et de la propriété dont il n'était que l'usufruitier temporaire.

Quatre ans de ce régime de cruelle et d'injuste spoliation

pour les propriétaires, fit diminuer subitement le nombre des convenants, dont les foncialités furent ainsi révolutionnairement acquises par des cultivateurs placés jusque dans les parties de la Bretagne les plus hostiles à la République, mais que leur antipathie pour le régime nouveau ne put prémunir contre l'esprit de convoitise qui leur est trop souvent familier.

De ce moment, la tenure à convenant perdit aux yeux de tous son caractère primitif, et la loi de brumaire an iv, en rétablissant la propriété domaniale dans ses anciens droits, n'a pu ramener la confiance qui s'en était retirée; si bien qu'une foule de propriétaires, aujourd'hui même, en souvenir de 92 et de quelques menaces de 48, s'empres- sent, dès qu'ils peuvent, de consolider ces sortes de propriétés en remboursant aux superficiaires la valeur de leur édifice.

Cette circonstance continue à diminuer chaque année le nombre des tenures à domaine; mais elle n'est pas la seule.

La loi de l'indemnité depuis 1825, a eu aussi une action très-marquée sur ce genre de propriété, et une partie notable des capitaux alors distribués à titre de réparation aux familles qui avaient été dépouillées par la révolution, a été employée à des consolidations de cette espèce.

Puis, enfin, avec la tranquillité et la prospérité ramenées au sein du pays par une paix prolongée, les terres et les denrées ayant acquis une plus-value considérable, il est advenu que les rentes anciennes étant pour la plupart beaucoup au-dessous de leur valeur réelle, les propriétaires fonciers ont entrevu, dans les remboursements et les con-



géments à opérer, l'occasion de placer leurs capitaux à de très-bons intérêts, ce qui a déterminé et détermine chaque jour de nouvelles consolidations.

Aussi, peut-on déjà prévoir le temps peu éloigné où il ne restera que peu ou point de domaines à convenant. Moins d'un siècle suffira, je pense, à cette conversion, et si les données qui nous ont été fournies tant des Côtes-du-Nord que du Morbihan et du Finistère par les hommes les plus compétents sont exactes, les choses sont déjà engagées de telle sorte, que chaque année il se fait dans ces pays des consolidations équivalant à 1/144<sup>e</sup> au moins des domaines existants; et, comme ce mouvement ne pourra manquer de s'accélérer, on peut dire, à coup sûr, qu'en moins d'un siècle, le domaine à convenant aura complètement disparu.

Déjà, en effet, dans les arrondissements et les cantons des départements extrêmes de la Bretagne où la tenure à domaine fut la plus répandue et de droit commun jusqu'à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, on ne compte plus au-delà du quart ou des trois huitièmes des terres exploitées qui soient soumises à ce régime (1).

Il y a, toutefois, à l'égard de ces terres comparées à celles qui sont sous le régime ordinaire du fermage, ceci

(1) Quelques cantons comme celui de Gléguérec, dans le Morbihan, ont marché si rapidement dans ce sens, que l'on estimait, dès 1843, que plus des trois quarts des domaines existants en 1789 avaient été convertis en simples fermes ou consolidés par les domaniers eux-mêmes à cette époque. Mais cette conversion s'était faite avec cela de très-remarquable qu'à l'entrée de chaque fermier par un nouveau bail, on fait un procès-verbal *des suites*, qui a remplacé en quelque sorte le procès-verbal d'expertise usité précé-

dé très-notable, que ces dernières sont partout beaucoup moins bien cultivées que celles placées entre les mains des domaniers, surtout quand il arrive que ceux-ci sont parvenus sur leur épargnes à acquérir leur foncialité et à former ainsi au sein des campagnes bretonnes, cette classe de petits propriétaires rompus de tout temps au rude labeur des champs, et si bien placés pour faire rendre à la terre tout ce qu'elle peut donner. C'est ce qui fait, d'une autre part, que sous l'influence de ces circonstances, beaucoup de cantons des côtes maritimes de la Bretagne peuvent, pour leurs cultures, supporter la comparaison la plus minutieuse avec les régions de la France les plus avancées en science agricole.

Dans l'état, est-il nécessaire de se demander pourquoi le domaine à convenant touche à sa fin, et pourquoi, avec des superficies encore considérables à défricher, on ne recourt plus à ce mode d'exploitation?

Évidemment le domaine à convenant touche à sa fin pour toutes les terres défrichées et en culture, parce que le simple fermage, dans l'état actuel de l'aisance générale, offre au propriétaire du sol plus de sûreté et de liberté dans les transactions; et que, pour les terres à défricher, ce même fermage laisse le propriétaire et sa propriété, plus

demment pour le domaine et servant à constater l'avoir et les droits du domanier congédié. Ce procès-verbal *des suites* constate de la même manière toutes les améliorations faites par le fermier sortant, ainsi que l'état et la valeur des engrais et amendements tant en terre que dans les cours ou ailleurs qu'il peut laisser, et cet acte sert à régler ainsi les droits du fermier sortant comme ceux du fermier qui le remplace (*Annuaire du Morbihan* pour 1843).

près placées des conditions générales exprimées par le Code sur le contrat à location.

Répétons-le donc : le domaine à convenant fut une forte et libérale institution des temps primitifs de la Bretagne, et complètement étranger à toute idée d'asservissement d'une classe sur l'autre. Son action sur la mise en culture du sol fut incontestable et très-salutaire ; son influence sur les mœurs et le caractère général de la population ne le fut pas moins, et quand on recherche les circonstances qui ont pu maintenir dans les trois départements extrêmes de cette province, une langue, des costumes et des traditions qui se rattachent aux temps les plus reculés et n'existent aujourd'hui nulle part ailleurs, il faut bien remarquer que ces pays sont ceux mêmes où la nature de propriété et le genre d'exploitation dont nous venons d'essayer l'histoire existent encore et ont existé depuis l'expulsion des Romains, paraît-il, et certainement depuis la pacification du pays après l'éloignement des Francks et des Normands dans le <sup>viii</sup><sup>e</sup> et le <sup>ix</sup><sup>e</sup> siècle, de sorte que la géographie de la langue celto-bretonne et celle du convenant à domaine sont parfaitement les mêmes, en quelque sorte solidaires l'une de l'autre, et procédant du même temps, du même fait, de la même révolution.

Est-il à propos que nous ajoutions que ces faits ne sauraient toutefois à nos yeux rendre un compte suffisant de la situation toute exceptionnelle des populations bretonnes : je ne le pense pas ; mais personne ne dénierait non plus leur influence incontestable, et, peut-être, suffirait-il pour se compléter sur un sujet aussi complexe, de suivre au travers des âges (et je crois la chose facile) l'application des insti-

tutions religieuses qui se sont ouvertes avec le temps, comme un cadre qui s'est constamment élargi jusqu'au commencement du dernier siècle pour y laisser entrer tous les détails de la vie civile et politique de ces populations, tant qu'elles n'ont eu d'autres points de ralliement que les clochers de leurs paroisses, d'autres administrateurs que leurs seigneurs et leurs prêtres.

Mais encore un mot cependant : car, si dans le temps comme dans l'histoire, la modeste institution, dont nous venons de rechercher les éléments, n'a même pu conserver un nom et un rang bien définis, quoique toute une population l'ait en quelque sorte consacrée, pendant dix à douze siècles, de sa langue, de ses mœurs, de son amour et de son énergie, ne pourrions-nous pas demander aux hommes de notre âge, dont la vue est la plus élevée et la plus pénétrante, à laquelle des institutions qu'ils ont le plus désirées ou le plus recommandées, ils se croiraient en mesure de pouvoir assurer les dix siècles d'existence que nous présente, pour un de ses modes de gouvernement et de sociabilité, une petite peuplade dédaignée ou inaperçue dans un coin de l'Europe où elle a vécu complètement oubliée.

Il se pourrait qu'il y eût là le sujet de plus d'une réflexion !... Je ne m'en permettrai qu'une seule : ce serait de demander aux habiles de notre âge et aux hommes qui, par tant de théories nouvelles, ont prétendu régénérer le travail et le monde entier, si, en daignant abaisser un regard plus sympathique sur les pauvres tribus qui s'étaient ainsi organisées pour le travail des champs dès le <sup>viii</sup><sup>e</sup> siècle, si, dis-je, au lieu de frapper leurs institutions d'un décret

prohibitif comme celui de 92, ils n'auraient pas eu un meilleur parti à tirer de la pratique et du mode d'association qui avaient si longtemps assuré à ces populations une existence paisible et bonne.

A. DU CHATELLIER.